

SHINICHI KITAOKA

Président, Japan International Cooperation Agency (JICA)

Jean-Michel SEVERINO

Savoir ce que vous retirez de cette transformation de la posture japonaise vis-à-vis de l'Afrique dans ces dernières années est quelque chose qui va être extrêmement instructif. Je vous cède la parole, Monsieur Kitaoka.

Shinichi KITAOKA

Merci beaucoup. Je dirige la JICA depuis deux ans, et permettez-moi de commencer par la difficulté pour le Japon de persuader les gens. Ils me demandent très souvent pourquoi l'Afrique, et bien sûr, la plus grande difficulté est la distance. Il faut environ 15 heures, alors que vous pouvez venir ici en trois ou quatre heures. L'Afrique est donc pour vous comme l'Asie du Sud-Est pour le Japon. Cette distance pour nous entraîne un manque de connaissances, un manque d'intérêt, etc., mais pour surmonter ce genre de handicaps, le Japon accueille depuis 1993 la Conférence internationale de Tokyo sur le développement africain (TICAD). Cette conférence a été un véritable point de départ pour notre engagement africain, à l'exception de quelques pays. Nous ne pouvons pas nous comparer à la France ou à la Grande-Bretagne, ni même à l'Allemagne, ou encore à la Chine, car la Chine a une longue tradition de relations avec les pays du tiers monde, ou de solidarité socialiste, etc.

Le Japon a été traité comme une sorte de blanc honoraire en Afrique du Sud. L'engagement réel du Japon a donc commencé après la fin de l'apartheid. La première TICAD a eu lieu en 1993. Elle a lieu tous les cinq ans. Elle a été une sorte de semaine de sensibilisation à l'Afrique, franchement parlant, mais l'année dernière, nous avons eu la TICAD VI qui pour la première fois a eu lieu en Afrique, à Nairobi, au Kenya. Je pense pouvoir dire que cette édition a été un grand succès. Là, j'ai observé deux changements positifs de la part de l'Afrique. L'un de ces changements est l'émergence de bons dirigeants, qui comprennent la situation de leur pays respectif - ce qu'ils ont, ce qu'ils n'ont pas, ce dont ils ont besoin, et essaient d'écouter les conseils d'autres pays, puis essaient de créer une bonne stratégie pour le développement.

Le deuxième point, qui est lié au premier, est que beaucoup de pays comptent moins sur les ressources, car ils ont souffert de nombreuses reprises de la forte baisse du prix des ressources et ils essaient maintenant d'accroître l'industrialisation sans compter sur les ressources. C'est une évolution très positive, je pense. Si l'on observe les dernières années, je pense que les pays dépourvus de ressources ont fait, en général, de meilleurs progrès, se sont mieux développés, que les pays dotés de nombreuses ressources. Notre approche est plutôt une réponse à ce phénomène : l'approche du Japon se concentre sur des domaines tels que l'agriculture, la santé publique, l'éducation. Ce sont des domaines traditionnels, qui sont les mêmes que pour les pays d'Asie du Sud-Est, et ils font aussi partie de notre propre expérience lors de l'ère Meiji du Japon. Nous nous concentrons sur la santé publique, l'agriculture, etc.

Tout le monde a besoin de nourriture, mais l'un des points faibles pour le développement africain est que le coût de la vie est relativement élevé. Ils n'ont pas la possibilité de profiter d'un coût de la vie faible puis de profiter d'un coût de main d'œuvre relativement bas pour ensuite essayer d'exporter. Cela n'a pas été fait en Afrique, alors pourquoi ne pas commencer par l'amélioration de l'agriculture ? Vous connaissez probablement l'initiative NERICA (New Rice for Africa). C'est une contribution du Japon. Aujourd'hui, beaucoup de pays ont une consommation de riz importante. Au Sénégal, par exemple, les gens mangent plus de riz que les jeunes Japonais. L'une des choses les plus difficiles en Afrique, ce sont les réfugiés du Soudan du Sud installés en Ouganda. Dans le nord de l'Ouganda, grâce à l'aide du gouvernement et du peuple ougandais, il y a près d'un million de réfugiés. Nous les soutenons en leur apprenant comment obtenir du riz. En leur enseignant la technologie de la production de riz, nous essayons de les rendre autonomes.

L'agriculture est une chose. Mais il y a une chose qui a été très réussie lors de la dernière conférence du TICAD l'année dernière, c'est l'IFNA, l'Initiative pour la nutrition en Afrique. Il ne s'agit pas uniquement de nourriture. La



nourriture devrait impliquer une très bonne nutrition, et ce point a été très bien accepté par le peuple africain à Nairobi. Nous encourageons aujourd'hui cette attitude au-delà de l'Afrique. Dans certains pays, les gens ont une alimentation insuffisante, mais dans de nombreux autres pays, le régime alimentaire est trop riche, et ce point est très important.

C'est une question de santé publique. Dans le domaine de la santé publique, le Japon a lancé, en 1948, un manuel de santé maternelle et infantile, un petit manuel. Chaque femme enceinte en reçoit un. La plupart des données importantes y sont décrites. Par exemple, la date à laquelle elle a appris sa grossesse, le poids de son bébé, son mode d'alimentation. Et nous favorisons ce programme en Asie – d'abord en Thaïlande et en Indonésie – mais aussi en Afrique, dans plusieurs pays, ce qui a donné d'assez bons résultats. Ce programme peut servir de base pour la santé publique.

Ensuite, nous soutenons également l'éducation, à la fois l'enseignement primaire et l'enseignement supérieur. C'est pourquoi, idéalement, nous sommes prêts à fournir des manuels de santé maternelle et infantile, puis à les soutenir en leur fournissant des connaissances de base sur la santé dans les écoles maternelles ou élémentaires, et j'espère ensuite que nous pourrions offrir une alimentation scolaire dans les écoles. Comme je l'ai déjà dit, la production agricole est très importante. Espérons qu'elle va contribuer à créer une chaîne de valeur qui permettra des exportations vers les pays étrangers.

Cette approche plutôt globale est celle que nous envisageons et nous essayons de convaincre les dirigeants africains de son efficacité. Nous avons constaté qu'ils étaient prêts à comprendre cette nécessité. Dans le domaine de la santé publique, le Japon a apporté une contribution précieuse avec « Olysetnet », une moustiquaire spéciale fabriquée par la société japonaise Sumitomo Chemical, qui a été très utile pour prévenir le paludisme. Et je pense qu'elle a été largement utilisée par les Nations Unies et d'autres organisations.

Néanmoins, je dois dire que l'Afrique est encore très loin du compte. Nous tentons de susciter l'intérêt des petites et moyennes entreprises au Japon. Au Japon, 99 % des entreprises sont des PME et nombre d'entre elles ont beaucoup d'idées novatrices. Elles sont situées dans des zones localisées. Nous essayons donc de les encourager. Nous leur demandons de se rendre dans des pays étrangers pour nous, en Asie du Sud-Est, où elles vont beaucoup. Maintenant, certaines d'entre elles viennent en Afrique. Jusqu'à l'avant dernière session de la TICAD, les entreprises qui étaient intéressées par l'Afrique étaient des sociétés commerciales. Elles étaient très intéressées par les ressources, mais aujourd'hui nous essayons de mobiliser davantage d'intérêt pour la création avec les petites et moyennes entreprises (quelque chose de petit est acceptable) de sorte que les gens en Afrique puissent exporter et créer de l'argent et puissent établir leur propre entreprise.

À cette fin, nous avons quelques éléments, des outils pour y parvenir. Par exemple, la JICA a envoyé des bénévoles : les volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV). Le premier groupe de JOCV a démarré au Ghana et au Maroc. Cette année, nous avons fêté le 50^e anniversaire des JOCV au Maroc, qui a connu un franc succès. Ensuite, bien sûr, ces bénévoles communiquent avec la population sur place, ils apprennent la langue et ils sont donc très bons pour développer de très bons contacts entre les gens. Ils peuvent en outre apporter des idées sur l'industrie, sur l'activité d'exportation, etc.

Je vais conclure. Nous essayons également d'inviter davantage d'étudiants africains, dans le cadre de l'initiative ABE. Abe n'a rien à voir avec Abe Shinzō, il s'agit du programme African Business Education. Il comprend deux années d'étude au Japon, puis un certain nombre de stages en entreprise ce qui favorise le développement de relations entre les entreprises africaines et japonaises.

Jean-Michel SEVERINO

Merci beaucoup Monsieur Kitaoka. Ce qui me frappe par rapport aux précédentes expressions que j'ai entendues de la vision japonaise de sa relation avec l'Afrique, c'est que le spectre des sujets auxquels vous vous intéressez s'est beaucoup élargi au fil du temps. Le dernier point que vous avez évoqué est l'introduction d'une dimension relationnelle entre les sociétés, entre Japonais et Africains. Ce qui est aussi la reconnaissance du caractère très global de la manière dont les relations doivent se structurer au niveau de l'investissement. Nous avons quelques petites minutes

pour conclure et pour laisser une chance à la salle de s'exprimer. Je voudrais profiter de cette occasion pour partager en deux minutes ce qui m'excite et ce qui m'interpelle dans la situation actuelle.

Nous fêtons un anniversaire qui donne toujours envie de se référer au point d'où nous sommes partis dans cette WPC, je n'aurais pas imaginé il y a dix ans, si je prends mes propres activités, être à la tête d'un fonds d'investissement qui aurait investi dans plus de 80 entreprises, PME et start-ups africaines. Et ce, avec des modèles économiques bouleversants, des entrepreneurs qui connaissent des réussites extraordinaires. Il y a dix ans, c'était quelque chose qui était complètement inimaginable. C'est une transformation radicale qui appelle un questionnement sur le passage à une plus grande échelle. Qu'est-ce qu'on peut faire pour démultiplier, non pas par deux, mais par cinq, dix, cent ou mille cette dynamique ?

Je n'aurais pas imaginé non plus être membre du conseil d'administration de grandes entreprises multinationales - pour mon compte Danone et Orange - qui déploient des stratégies en Afrique qui sont consubstantielles à leur propre survie. Sur un terrain africain dont ils considèrent qu'il est central pour la construction de leur propre EBITDA, de leur propre trajectoire de croissance sur les dix prochaines années. C'était inimaginable de voir des entreprises qui font 20, 30 ou 40 milliards d'euros de chiffre d'affaires, dont les résultats se comptent par milliards et pour qui le passage par le continent africain est devenu essentiel. Elles y trouvent en plus des sources d'innovation qui touchent leurs propres modèles économiques.

Pour Orange, par exemple, c'est l'essor du Mobile Money qui représente une partie très importante de la marge d'Orange en Afrique. Cet essor est à l'inspiration du lancement de sa banque en Europe, qui est la grande actualité ces derniers jours sur le marché financier français. C'est aussi vrai pour Danone qui y trouve une transformation complète de ses modèles alimentaires et de ses stratégies de produits. Je n'aurais pas non plus imaginé me retrouver à la tête d'une filiale d'une banque africaine, en l'occurrence l'Ecobank à Paris, qui a créé, en l'espace de 6 ans, 150 emplois à La Défense. Elle a construit sa banque d'investissements sur place et représente un des employeurs les plus dynamiques de Paris. Elle se retrouve donc au cœur de la gestion de systèmes de flux, qui croissent de manière exclusive sur les marchés des changes, sur le marché du paiement, sur les marchés de la devise.

Tout ceci témoigne de transformations radicales qui sont excitantes et qui nous appellent à changer de regard sur le continent. En revanche, je suis frappé de la manière dont le continent a aussi peu appris de l'ajustement structurel, de la rapidité dans laquelle nous nous retrouvons avec des problèmes macroéconomiques depuis 2015, qui ressemblent beaucoup à ce que nous avons connu dans les années 1990. Je suis frappé aussi de voir à quel point, avec le FMI avec la Banque Mondiale, se répètent d'une manière quasiment implacable et affligeante des schémas de restructuration économique et d'ajustement structurel complètement voués au passé.

Je suis frappé enfin qu'il manque dans notre débat quelqu'un dont l'ombre plane pourtant, dont nous n'avons pas prononcé le nom : la Chine. C'est le premier partenaire de l'Afrique aujourd'hui : investisseur, acheteur, client. C'est aussi un pays-continent, dont la transformation du modèle économique lui-même, d'une économie d'export vers une économie de marché intérieur, est en train d'avoir des répercussions fondamentales sur l'économie africaine. D'une certaine manière, c'est en partie la Chine qui est responsable de l'effondrement des pays pétroliers africains, mais c'est aussi la Chine qui est responsable de l'émergence des industries de délocalisation en Ethiopie, au Kenya, etc.

Finalement, la conjoncture chinoise, presque passivement, bouleverse à chaque instant l'économie africaine. Cette construction entre la relation entre la Chine et l'Afrique nous la voyons avec trop de superficialité et elle doit être incorporée dans nos propres visions.